



SEINE ST DENIS



Bobigny le 25/01/2023

Monsieur le Président

Nos 5 organisations CGT , Solidaires, CFDT , CFTC et FO ont appelé à la grève contre la réforme des retraites.

Le 19 janvier 2023, nous étions des millions en grève et 2 millions dans la rue contre cette réforme.

Nous avons un Président de la République complètement isolé qui continue sa politique de régression sociale. Dans tout le pays, la révolte gronde contre la situation inflationniste que nous subissons depuis plusieurs mois. L'augmentation du coût de l'énergie amène la misère à tous les niveaux. La réforme vient compléter l'arsenal déployé contre les salariés de ce pays, les retraités et la jeunesse.

On nous prépare un avenir de misère. Les salaires, les retraites ne suivent pas.

Nous sommes à un tournant.

Vous n'êtes que le relais de cette politique de destruction massive : restructuration, suppression d'emploi, statut particulier. Tout passe à la moulinette.

La « maison DGFIP » ne tient que par l'esprit de conscience professionnelle développée par les collègues, Pour preuve, l'audience d'hier matin sur les restructurations des PCE que vous voulez mettre en place dans le 93.

Dans le contexte se rajoute le volume emploi avec la suppression de 34 emplois nets dans les SIP grand perdant encore une fois, 3 dans les PCE et 3 au SPF.

Alors le bon sens voudrait qu'on crée des emplois nécessaires pour asseoir toutes nos missions dans un contexte où l'activité économique est en constante évolution et que la population augmente de façon exponentielle. Pourtant on continue à supprimer des emplois.

Les missions de la DGFIP font l'objet d'attaques incessantes.

Avec les relocalisations, l'orientation de l'administration est de s'adapter aux nouveaux outils numériques pour éloigner de plus en plus le contribuable des services publics. Ceci est inacceptable !

Vous convoquez ce premier CSAL et comme chaque année son volet suppressions d'emplois est présenté :

Que restera-t-il à ce rythme-là dans notre administration ?

Vous comprendrez que dans cette situation, nous ne puissions rester dans cette instance. Nous refusons de discuter que ce soit des suppressions d'emploi ou de la liquidation de nos statuts.

Nous continuerons à exiger :

L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois

L'arrêt immédiat des restructurations et des fermetures de service

**Le retrait immédiat du NRP
Le maintien du maillage territorial**

**L'embauche immédiate de fonctionnaires afin d'accomplir nos missions et
l'arrêt de la contractualisation**

**Augmentation immédiate du point d'indice pour tenir compte de l'inflation et
gel du point d'indice depuis plus de 10 ans**

L'arrêt de la privatisation de nos missions

**Maintien de tous les régimes spéciaux dont notre régime du code des pensions
civiles et militaires
Retrait de la réforme des retraites**